

MAROC

Évolutions récentes

Tableau 1 2018

Population (millions)	35,2
PIB (milliards de dollars courants)	117,1
PIB par habitant (dollars courants)	3 326
Taux de pauvreté sur la base du seuil national ^a	4,8
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a	7,7
Indice de Gini ^a	39,5
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut) ^b	112,3
Espérance de vie à la naissance (années) ^b	76,1

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Macro Poverty Outlook et données officielles.

Notes :

a) Valeur la plus récente (2014).

b) Valeur la plus récente dans les Indicateurs du développement dans le monde (2017).

La dynamique de croissance du Maroc s'est ralentie en 2019, principalement en raison de la volatilité du secteur agricole non irrigué. Le taux de chômage a baissé, mais reste élevé, surtout chez les jeunes et les femmes. Le déficit budgétaire a reculé, bien qu'il reste supérieur à l'objectif à moyen terme de 3 % du PIB, du fait de dépenses courantes élevées et rigides. À l'avenir, la contribution des gains de productivité à la croissance économique devra augmenter pour assurer la viabilité de la trajectoire de développement du Maroc, améliorer la création d'emplois, favoriser une plus grande inclusion économique et ainsi apaiser les tensions sociales et politiques.

L'économie marocaine continue de tourner à un niveau inférieur à son potentiel, le secteur agricole non irrigué contribuant à sa volatilité et les autres secteurs enregistrant une reprise timide. Le PIB réel devrait continuer de ralentir pour atteindre 2,7 % en 2019, sous l'effet du recul de la production agricole (moins 2,1 %). La croissance non agricole s'améliorera (3,4 % en 2019 contre 3 % en 2018), tirée par de meilleurs résultats dans les secteurs des phosphates, des produits chimiques et du textile. Du côté de la demande, la consommation privée contribuera le plus à la croissance, stimulée par l'augmentation des salaires et le recul de l'inflation. La contribution des exportations nettes restera négative, traduisant la faible compétitivité des exportations et de la dépendance à l'égard des importations énergétiques. Grâce à une politique monétaire saine et à une offre abondante de produits alimentaires frais, l'inflation est restée faible, inférieure à 0,6 %. Le taux de chômage diminuera légèrement pour s'établir à 9,3 % au premier semestre 2019, alors que le taux d'activité continue de baisser et a atteint 46,1 %.

Les finances publiques resteront très sollicitées en raison de dépenses courantes élevées et rigides. Le déficit budgétaire ne diminuera pas comme prévu et se stabilisera à 3,6 % du PIB en 2019 (contre 3,7 % du PIB en 2018), sous l'effet de la hausse de la masse salariale et des subventions. La masse salariale a augmenté par suite de la mise en œuvre de l'accord sur le dialogue social adopté en avril 2019, tandis que la hausse des subventions est liée à la consommation accrue de gaz de pétrole liquéfié (GPL). Du côté des recettes, la lutte contre la fraude fiscale com-

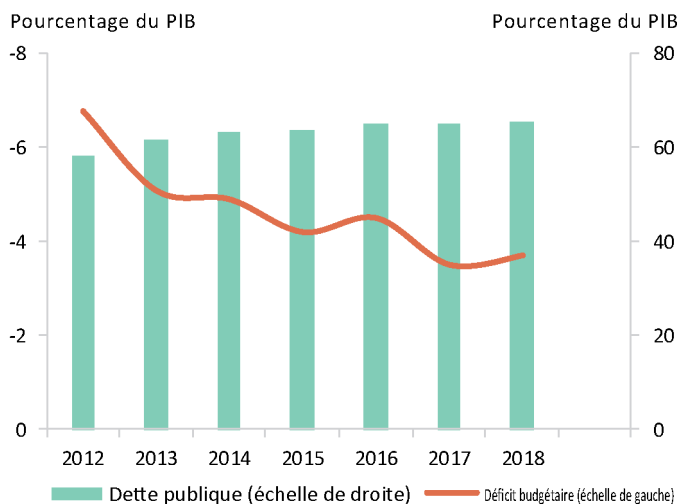
pensera l'impact négatif du ralentissement de l'activité économique sur les recettes fiscales. Une nouvelle conférence nationale sur la fiscalité a été organisée en mai 2019 afin de dégager un consensus autour d'une réforme du régime fiscal visant à en améliorer l'efficacité, l'équité et la contribution à la croissance. La prochaine étape de cette réforme sera l'approbation de la loi-cadre de programmation pluriannuelle, qui rassemblera toutes les recommandations pertinentes de la conférence fiscale et servira de référence pour les prochaines lois de finances.

La position extérieure, bien que viable, présente certaines vulnérabilités découlant des déficits commerciaux structurels dus à la faible compétitivité des exportations et à la dépendance à l'égard des importations énergétiques. Le solde du compte courant devrait tomber à environ 4,3 % du PIB en 2019 contre 5,5 % du PIB en 2018, du fait de la baisse des prix à l'importation, notamment de l'énergie et des biens intermédiaires et de consommation.

Perspectives

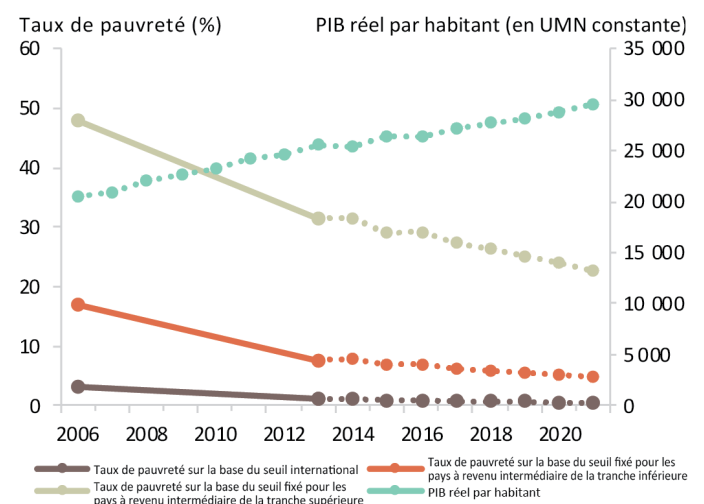
La croissance devrait s'accélérer progressivement et s'établir en moyenne à 3,3 % en 2020-2021, principalement sous l'impulsion d'activités secondaires et tertiaires plus dynamiques, soutenues par de substantiels investissements étrangers. En particulier, d'importants flux d'IDE continuent d'alimenter l'industrie automobile, notamment la nouvelle usine Peugeot – qui doublera à terme la capacité de production du secteur – ainsi que les services logistiques et commerciaux liés à l'extension du port de Tanger. L'inflation devrait à moyen terme se chiffrer autour de 1 % en moyenne. Les perspectives à moyen terme supposent des

GRAPHIQUE 1 Maroc / Déficit budgétaire / dette publique du Maroc



Source : Ministère de l'Économie et des Finances.

GRAPHIQUE 2 Maroc / Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Note : voir tableau 2.

réformes soutenues, notamment pour maintenir la rigueur budgétaire, augmenter les recettes fiscales, améliorer la gouvernance et la surveillance des entreprises d'État, accroître la flexibilité des taux de change et réformer l'environnement des entreprises et les marchés du travail.

La loi de finances en cours d'élaboration pour 2020 devrait refléter l'engagement du gouvernement à accroître les dépenses sociales financées grâce au redoublement d'efforts pour mobiliser les recettes et maîtriser certaines dépenses récurrentes. La politique de subvention se poursuivra, notamment pour la consommation de GPL. Un système de couverture sera mis en place pour protéger le budget de l'État contre toute flambée des prix du GPL. L'augmentation de la masse salariale dans le cadre de l'accord sur le dialogue social ponctionnera un total de 14,2 milliards de dirhams sur le budget de la période 2019-2021 (soit 1,2 % du PIB). Pour maîtriser la masse salariale, le gouvernement entend rationaliser la création de nouveaux postes de fonctionnaires, notamment en optant pour des redéploiements de ressources humaines aux niveaux sectoriel et territorial. Il s'ensuit que le déficit budgétaire devrait légèrement se resserrer pour atteindre en moyenne 3,5 % du PIB pour 2020-2021.

Le solde du compte courant devrait s'améliorer progressivement au cours de la période de prévision à la faveur de la croissance des exportations de produits manufacturés – dont les automobiles, l'agroalimentaire, l'électronique et les produits chimiques – et de la hausse des

recettes touristiques, soutenue par la baisse des prix des principaux biens et produits importés. L'investissement direct étranger se stabilisera autour de 2 % du PIB au cours de la période de prévision. Les réserves internationales nettes devraient rester supérieures à cinq mois d'importations en 2019-2020.

Avec la maîtrise de l'inflation et faute de réduction imminente des subventions, les revenus réels seront protégés. Mais la réduction de la pauvreté devrait être modeste, compte tenu des perspectives de croissance. La pauvreté a fortement baissé au Maroc au cours de la première moitié des années 2010. Les prévisions fondées sur le PIB par habitant indiquent qu'elle continuera de reculer, mais à un rythme beaucoup plus lent. En 2020, l'extrême pauvreté, mesurée sur la base du seuil de pauvreté international de 1,9 dollar en PPA, sera inférieure à 1 %, tandis que la pauvreté, mesurée sur la base du seuil de 3,2 dollars en PPA, sera légèrement supérieure à 5 %. L'augmentation prévue des dépenses sociales associée à un meilleur ciblage peut accélérer le rythme de la réduction de la pauvreté au-delà des prévisions actuelles.

Risques et défis

Les risques restent orientés à la baisse, grâce à un solide cadre de politique macroéconomique et à un accord de précaution avec le FMI. Parmi les risques extérieurs figurent la faiblesse et le ralentissement du commerce mondial, la volatilité

des prix des principaux produits de base, auxquels s'ajoute un environnement géopolitique incertain. Les risques intérieurs comprennent l'impact du changement climatique sur le secteur agricole et la demande sociale d'emplois (en particulier pour les jeunes), de services publics améliorés et de programmes de protection sociale. Les importations énergétiques pourraient aggraver le déficit commercial si les prix du pétrole continuent d'augmenter, et les retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles et financières essentielles pourraient nuire aux possibilités de croissance et ainsi accroître les tensions sociales. La volatilité économique peut influencer sur le bien-être des ménages, en particulier ceux dont les dépenses de consommation se situent juste au-dessus du seuil de pauvreté, car un choc négatif de faible amplitude peut les replonger dans la pauvreté. Le pourcentage de la population exposée au risque de basculer dans la pauvreté varie en fonction du seuil retenu pour les dépenses des ménages. Avec un seuil de dépenses de 5,5 dollars en PPA, le nombre de pauvres et de non-pauvres risquant de basculer dans la pauvreté est étonnamment élevé : plus de 24 % de la population, soit près de 9 millions de Marocains, peuvent être considérés comme pauvres ou menacés de pauvreté.

TABLEAU 2 Maroc / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique

(variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

	2016	2017	2018	2019 e	2020 p	2021 f
Croissance du PIB réel aux prix constants du marché	1,1	4,2	3,0	2,7	3,5	3,6
Consommation privée	3,7	3,8	3,3	3,5	3,5	3,7
Consommation publique	1,5	1,9	2,5	2,9	2,5	1,9
Investissement brut en capital fixe	8,8	-0,2	1,2	2,2	1,9	2,5
Exportations de biens et services	6,0	11,1	5,8	7,2	7,5	8,1
Importations de biens et services	14,5	7,9	7,5	6,5	6,6	7,6
Croissance du PIB réel aux prix constants des facteurs	0,1	4,4	2,8	2,7	3,5	3,6
Agriculture	-12,5	13,1	2,7	-2,1	4,8	3,8
Industrie	0,6	3,6	3,0	3,5	3,5	3,6
Services ^a	3,4	2,6	2,7	3,6	3,2	3,5
Inflation (indice des prix à la consommation)	1,6	0,7	1,9	0,6	1,1	1,7
Solde du compte courant (% du PIB)	-4,1	-3,4	-5,5	-4,3	-3,7	-3,3
Investissement direct étranger net (% du PIB)	-1,5	-1,5	-2,5	-1,8	-1,9	-1,8
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,5	-3,5	-3,7	-3,6	-3,5	-3,4
Dettes (% du PIB)	64,9	65,1	65,3	65,4	65,1	64,8
Solde primaire (% du PIB)	-1,9	-1,0	-1,2	-1,2	-1,1	-1,1
Taux de pauvreté sur la base du seuil international (1,9 dollar en PPA de 2011) ^{b,c}	0,9	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011) ^{b,c}	6,9	6,2	5,8	5,5	5,1	4,8
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,5 dollars en PPA de 2011) ^{b,c}	29,1	27,4	26,3	25,2	24,1	22,7

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux Pauvreté et équité, Macroéconomie, Commerce et investissement.

Note : e = estimations ; p = prévisions.

a) Par souci de cohérence interne, le service est recalculé comme étant le résidu du PIB au coût des facteurs moins l'agriculture et l'industrie, et peut donc être différent de celui indiqué dans les sources officielles.

b) Calculs réalisés à partir de l'ENCDM de 2013. Données réelles : 2013. Estimations : 2014-2018-. Les prévisions concernent les années 2019 à 2021

c) Projection effectuée à partir d'une distribution neutre (2013) avec une répercussion égale à 0,7 sur la base du PIB par habitant en UMN constante.